

TRAITÉ D'OSLO • Un texte décisif contre les bombes à sous-munitions

Le traité d'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM) a été signé le 3 décembre 2008 à Oslo. Les sous-munitions sont des minibombes regroupées par dizaines ou par centaines dans des conteneurs. Disséminées au hasard de leur largage, elles sont susceptibles d'atteindre des zones civiles.

04.12.2008 | Público

Ceux qui militent pour l'interdiction des bombes à sous-munitions (BASM) définissent le texte adopté à Oslo comme "le plus important traité humanitaire des dix dernières années". Signé le 3 décembre 2008, ce traité interdit la fabrication, le développement, l'achat et le stockage de ce type d'armes. Il s'accompagne d'un programme d'aide aux dizaines d'Etats concernés afin de les débarrasser des sous-munitions encore disséminées sur leur territoire.

Le traité n'a pas été signé par les principaux fabricants et utilisateurs de BASM, à savoir les Etats-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et Israël. L'accord a pour principal objectif de faire pression sur les pays producteurs afin qu'ils se rallient au traité.

Les plus de 300 ONG ayant obtenu la signature du traité espèrent que, comme ce fut le cas pour les mines antipersonnel, les pays exportateurs de BASM seront stigmatisés par la communauté internationale et finiront par ne plus pouvoir les commercialiser, même s'ils n'ont pas signé les traités d'interdiction.

Les BASM sont des projectiles largués depuis le ciel qui dispersent de petits engins explosifs sur un large périmètre. Mises au point à la fin de la Seconde Guerre mondiale, elles étaient destinées à freiner l'avance d'armées formées de nombreuses unités. Les ONG soulignent que leur utilisation n'a plus aucun sens dans les conflits actuels et qu'elles font principalement des victimes dans la population civile.

Les minibombes peuvent rester très longtemps sans exploser, jusqu'au jour où un civil marche sur l'une d'entre elles. Il s'agit bien souvent d'enfants qui ignorent de quoi il s'agit. Depuis 1965, les BASM ont blessé ou tué plus de 100 000 personnes dans le monde, dont un tiers d'enfants.

Le traité a reçu l'appui de 20 des 28 pays membres de l'OTAN [au 13 septembre 2009]. Des pays comme la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon et l'Espagne ont envoyé leurs ministres des Affaires étrangères à Oslo en signe d'engagement envers cette initiative.

L'Afghanistan, qui avait refusé d'adhérer au traité du fait qu'il était un pays en guerre, a changé d'avis au dernier moment, comme l'a annoncé son représentant, à la grande satisfaction des participants, réunis à l'hôtel de ville d'Oslo.

Pour faciliter sa signature, le traité était ouvert à des pays participant à des opérations militaires conjointes avec des pays non signataires, une possibilité intéressante pour les membres de l'OTAN. L'Etat signataire est obligé de faire pression sur les pays non liés par le traité pour qu'ils n'utilisent pas ce type d'armement. En outre, les signataires doivent porter le message devant les organismes auxquels ils appartiennent.

Un autre mécanisme prévu par le traité d'Oslo est le processus que devrait suivre un pays signataire pour utiliser ou vendre des BASM. Selon Greenpeace, il s'agit de fixer une barrière de "honte politique", obligeant les dirigeants à expliquer leurs motifs de manière si détaillée qu'ils préféreront l'éviter pour ne pas se faire épingler.